

L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES AGRICOLES, L'IMPOSSIBLE PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ?



Synthèse de l'atelier du 19 janvier 2017 "Développement économique agricole et agroalimentaire, quelles marges de manœuvre pour les collectivités locales"

Peut-être trompés un temps par la vague des circuits courts, qui semblait pouvoir traiter à elle seule l'ampleur de la demande sociale de produits bio, locaux, et respectueux de l'environnement des consommateurs, le monde agricole se confronte à son tour à la complexité des enjeux économiques de la transition agricole et alimentaire. Les poids lourds de l'agroalimentaire ont réussi le pari de la concentration du chiffre d'affaire, laissant peu d'acteurs économiques réellement en prise avec leur territoire local. Et pourtant, l'enjeu est de sécuriser les débouchés pour des conversions de plus en plus nombreuses. Pour l'heure, les intercommunalités peinent encore à trouver les réponses à l'équation.

Beaucoup d'interrogations mais aussi beaucoup de pistes de solutions pour cet atelier point d'étape d'une réflexion initiée en 2016. Sa genèse est probablement l'aspect le plus frappant d'une réflexion ouverte par les acteurs de la filière biologique qui font aujourd'hui ce constat du poids de l'agro-alimentaire, de son hyper spécialisation, et par conséquent de leur rôle clé dans la transition agricole.

Car si trouver des débouchés et structurer des filières pour une poignée de producteurs éclairait d'un jour nouveau l'organisation territoriale, il ne semble plus possible de faire sans associer les acteurs de l'agro-alimentaire. Trop puissants, trop spécialisés, trop prudents pour envisager une transition de leur modèle économique ? A l'inverse, des motivations insoupçonnées pourraient faire pencher la balance en faveur de démarches d'amélioration continue, comme la Responsabilité Sociale et Environnementale des Entreprises.

Si les participants ont été très modérés concernant les géants de l'agro-alimentaire, ces fameux 10% concentrant les deux tiers du marché alimentaire, les acteurs micro-économiques et intermédiaires sont clairement dans les radars de réflexions. La collectivité s'impose comme l'acteur du changement le plus déterminant, avec à sa disposition toute une palette de politiques publiques qui sont autant de signaux forts et faibles à adresser à ces acteurs. Études de marché, du potentiel de développement de filières territorialisées, conditionnalité des aides économiques, encouragements à l'innovation agricole, ouverture du dialogue par la collectivité sont autant de leviers susceptibles d'amener l'acteur économique à comprendre, progressivement, les limites d'un modèle et les potentialités de ses savoir faire.



Partant du postulat que presque chaque entreprise dispose d'alternatives à son modèle existant, Patrice Vuidel, du cabinet Atémis, renvoie à la nécessité d'espaces propices au dialogue, sans lesquels il ne sera possible de faire émerger les intérêts convergents du territoire et de l'entreprise, sous le prisme de l'intérêt général et dans le cadre de filières de proximité bâties en adéquation avec les besoins d'un bassin de consommation.

L'alliance stratégique entre partenaires locaux porte ainsi en germe un potentiel ignoré par les filières classiques, avec de surcroît la possibilité de surfer sur le lobby citoyen, en raison même de leur modèle économique. Patrice Vuidel fait ainsi la promotion du modèle de l'économie de fonctionnalité et de coopération (EFC), renvoyant à l'innovation sociale, aux ressources immatérielles, et à des potentiels de développement infini.

Ainsi, bien au-delà de l'amélioration continue, l'EFC et ces nouveaux courants du développement territorial renvoient bien plus à un potentiel de réinvention du territoire, dont le socle est la coopération inter-acteurs. Elle est aujourd'hui plus qu'un courant de pensée, un modèle empirique à l'œuvre, discrètement, qui transforme un à un les enjeux du territoire en ressource territoriale inépuisable. Guillaume Riou s'enthousiasme : *« des groupes humains qui se tissent au travers de la coopération qui génère à son tour de la plus-value, des initiatives qui content une histoire qui résonne avec le territoire, et surtout une intelligence pratique qui n'oublie plus le territoire. Indiscutablement, le tissu associatif est central, car il fait partie de ces personnes qui peuvent créer de la valeur ajoutée sans rechercher la lucrativité »*.

La FNAB s'apprête à sortir un recueil d'expériences sur le sujet du développement économique agricole territorial : à suivre !

-
- Retrouvez l'intégralité des actes de ce séminaire sur la [transition agricole et alimentaire des territoires](#) organisé les 19 et 20 janvier 2017 par la FNAB à Paris [en cliquant ici](#).
 - Pour en savoir plus sur cette thématique, consultez la [synthèse détaillée de cet atelier](#), avec les présentations des intervenants et autres ressources utiles